Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
17 mai 2004
N°121 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

AMÉRIQUE LATINE

Otto Reich et la contre-révolution

Pour imposer son ordre en Amérique latine, George W. Bush a fait appel à un spécialiste inflexible de la contre-révolution, Otto Reich. Malgré les protestations de tous les États latino-américains et du Sénat, il en a fait son émissaire spécial dans le continent. L'homme a un passé chargé : plannificateur de déstabilisations, concépteur de propagande, protecteur de terroristes et organisateur de coups d'État. En outre, joignant l'utile à l'agréable, il promeut les intérêts de ses clients personnels comme Bacardi et Lockheed.

page 2

Rumsfeld débordé à l'extrême droite

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Max Boot demande la démission de Donald Rumsfeld. Cette demande doit être comprise comme un doublement du secrétaire à la Défense sur son extrême droite comparable à la mise en cause d'Ariel Sharon par le Likoud. Dans cette ambiance de surenchère Sidney Blumenthal met en garde contre un éventuel coup d'État militaire. Des officiers, opposés au trio Bush-Cheney-Rumsfeld, pourraient être tentés par l'aventure.

page 11

REPÈRE : 17 MAI 1985

Photographe trop curieux

Jason Herman, jeune photographe noir de Philadelphie, est agressé dans la rue par un groupe d'hommes correctement habillés qui l'assomment et fouillent ses poches, n'emportant que son portefeuille, sa sacoche et ses clés de maison. À son retour de l'hôpital, il constate que l'appartement de sa sœur - où il vit depuis qu'il a perdu sa maison trois jours auparavant - a été fouillé de fond en comble et ses affaires ont disparu. Hermann habitait dans la même rue que le quartier général du mouvement militant noir MOVE (dont fait partie Mummia Abu Jamal) et avait photographié l'opération de police du 13 mai 1985. Prétendant à tort riposter à des coups de feu les forces de l'ordre avaient riposté à l'arme de guerre et assiégé la maison. Finalement un hélicoptère de la police avait lancé une bombe incendiaire sur l'immeuble, détruisant tout le pâté de maisons et jetant à la rue des milliers de riverains innocents. Dans la maison de MOVE périssent 11 personnes, dont 5 enfants - certains ayant été abattus par les tireurs d'élite de la police alors qu'ils fuyaient les flammes. Il faudra des années de procédure pour que les habitants du quartier soient indemnisés. ■

USA-COLOMBIE, UNE ALLIANCE ANTI CHAVEZ ?

Les autorités vénézuéliennes ont arrêté, le 9 mai 2004, un groupe de 55 paramilitaires colombiens qui s'entraînaient dans une ferme près de Caracas. Selon le président Chavez, qui a évoqué l'affaire dans son programme radiotélévisé hebdomadaire « Allo Président », les personnes arrêtées fomentaient un coup d'État pour le renverser. Cette initative est à rapprocher des tentatives récentes menées par Washington pour reprendre le contrôle du pays. Les paramilitaires colombiens ont en effet longtemps reçu le soutien des États-Unis pour lutter contre la guérilla marxiste des FARC. Ils pourraient être utilisés aujourd'hui contre le Venezuela. Récemment, Bogota a accusé Caracas de « passivité » dans la lutte contre la guérilla, tandis que le vice-président de la commission vénézuélienne des Affaires étrangères, Tarek William, [n'excluait] *« pas une agression armée de la Colombie, avec l'aide des États-Unis »*. L'idée n'est certainement pas abandonnée à Washington : John Kerry a répété, mercredi 5 mai, que la *« démocratie est en danger »* au Venezuela, où le président Hugo Chavez, élu démocratiquement, deviendrait peu à peu un dictateur. ■

Amérique latine

Otto Reich et la contre-révolution

Pour imposer son ordre en Amérique latine, George W. Bush a fait appel à un spécialiste inflexible de la contre-révolution, Otto Reich. Malgré les protestations de tous les États latino-américains et du Sénat, il en a fait son émissaire spécial dans le continent. L'homme a un passé chargé : plannificateur de déstabilisations, concépteur de propagande, protecteur de terroristes et organisateur de coups d'État. En outre, joignant l'utile à l'agréable, il promeut les intérêts de ses clients personnels comme Bacardi et Lockheed.

Otto Juan Reich est né à Cuba en 1945, d'un père autrichien et d'une mère cubaine. Il quitte le pays en 1960, un an après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro. Il suit ensuite des études à l'Université de Caroline du Nord, où il obtient un *bachelor degree* (diplôme de premier cycle) en Études internationales. En 1973, il obtient une maîtrise en Études Latino-américaines à l'université de Georgetown. C'est là qu'il est recruté par Frank Calzon, expert en désinformation de la CIA, qui voit en lui un élève doué et courageux. Ils poseront ensemble les bases de la Freedom House, think tank états-unien aujourd'hui présidé par James Woolsey, ancien patron de la CIA. Devenu officier de l'armée des États-Unis, il est envoyé à Panama de 1967 à 1969 et entame en Amérique latine, chasse gardée de Washington, une carrière dans la diplomatie de l'ombre.

FOCUS

Nicaragua : baptême du feu de la guerre psychologique

Sous la présidence de Ronald Reagan, il est nommé directeur du département Amérique latine de l'Agence états-unienne pour le développement international (USAID), de 1981 à 1983 [1]. John R. Bolton, aujourd'hui sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armes et la sécurité internationale, était alors conseiller général de l'organisation. L'agence servait, selon lui, *« de filiale de la CIA, dont le but était de promouvoir les intérêts politiques et économiques du gouvernement fédéral grâce au financement de programmes d'aide à l'étranger »* [2].

De 1983 à 1986, Reich est choisi par Walter Raymond, ancien agent de la CIA et spécialiste de la propagande, pour diriger le fameux Office of Public Diplomacy (OPD), *« une unité secrète de guerre psychologique et d'intoxication médiatique »*, placée sous la tutelle du colonel Oliver North, alors en poste au Conseil de sécurité nationale. D'après William Raymond, le rôle de l'OPD était de « vendre » aux États-Unis *« un nouveau produit - l'Amérique centrale »* [3].

À l'époque, les États-Unis sont impliqués dans le soutien aux guérillas d'extrême droite des Contras, qui s'opposent au Nicaragua aux sandinistes d'extrême gauche. Le rôle de l'Office of Public Diplomacy dans ce dossier consiste à fournir de fausses informations aux journalistes états-uniens et internationaux afin d'influencer l'opinion publique en faveur des Contras. On crut apprendre ainsi que les Soviétiques étaient en train d'équiper les sandinistes avec des MIG et que les guérilléros marxistes achetaient les journalistes états-uniens avec des prostituées. Un rapport d'activité du Contrôleur général états-unien de 1987 [4], concluait qu'Otto Reich avait mené *« des activités des propagande interdites et secrètes, visant à influencer les médias et le public afin qu'ils soutiennent la politique de l'administration en Amérique latine »* [5].

Ces activités de désinformation massive n'ont pas valu d'ennuis à Otto Reich. Mieux, elles lui ont assuré sa carrière. En remerciement de ses bons et loyaux services, il est nommé ambassadeur des États-Unis à Caracas, au Venezuela, en 1986. Peu de temps après sa prise de fonctions, un juge vénézuélien rouvre le dossier du terroriste exilé cubain Orlando Bosch et le libère, au terme de dix années d'emprisonnement pour l'attentat contre un avion de ligne cubain en 1976 qui avait fait 73 victimes, dont l'intégralité de l'équipe olympique d'escrime cubaine. Malgré les soupçons de corruption pesant sur le juge et le refus de 30 pays d'accorder l'asile à Bosch en raison de son passé criminel, Reich presse Washington de l'accepter sur son territoire, sans succès. En plus de son non-repentir, Bosch avait confirmé ses contacts avec Reich en lui adressant des remerciements dans une lettre à des organisateurs d'une conférence des exilés cubains à Caracas, révèle à l'époque la presse vénézuélienne, ce que Reich qualifie de « *propagande soviéto-cubaine* » [6]. Malgré le refus de Washington d'accorder l'asile politique à Bosch, celui-ci se rend à Miami où il est de nouveau arrêté, cette fois pour entrée illégale sur le territoire. Parmi ses soutiens sur le sol états-unien, Bosch compte notamment la candidate au Congrès Ileana Ros-Lehtinen, qui le qualifie de héros et patriote, et dont le responsable de campagne n'est autre que Jeb Bush. Celui-ci, fils du président George Bush

senior, le fera finalement libérer en 1990, lui accordant même ensuite le droit de résidence. Un geste que le *New York Times* qualifie de *« dilapidation de la crédibilité des États-Unis sur les questions de terrorisme »*. Cette même administration Bush Senior nommera Reich représentant des États-Unis au sein de la commission de l'ONU sur les Droits de l'homme à Genève de 1991 à 1992.
Interrogé sur ses relations avec Bosch par le Comité des affaires étrangères du Sénat, Reich déclarera : *« Je n'ai pas suffisamment connaissance des activités criminelles de M. Bosch pour émettre un jugement sur son statut légal »* [7]. Personne ne peut raisonnablement le croire.

Anticastrisme et « pro-Bacardisme »

Otto Reich s'est beaucoup impliqué dans le combat des Cubains anti-castristes de Floride. En 1996, il fonde RMA International, une société de relations publiques et de lobbying politique, avec son ami Jonathan Miller, qu'il a connu à l'Office of Public Diplomacy. Leur principal client est le fabricant de rhum Bacardi Martini, qui a fui Cuba après la révolution castriste. Cette société finance à coups de millions de dollars des groupuscules anti-castristes en Floride. RMA International a notamment reçu plus de 600 000 dollars de la part de Bacardi pour ses activités de lobbying.

Le sénateur Jesse Helmes

En 1994, Reich fait partie du collectif "Citoyens pour un Cuba Libre", composé *« de personnages conservateurs de la politique états-unienne et de Cubano-américains, qui dans une lettre ouverte au président Clinton demandaient notamment d' : "intensifier les transmission à Cuba de Radio et de Télévision Marti [8], et d'autres canaux de communication, afin d'informer et de motiver le peuple" »* [9]. Eliot Abrams, alors sous-secrétaire d'État, est également signataire de la lettre, tout comme José Sorzano, un proche d'Otto Reich, William Clark, du Conseil de sécurité nationale et Jeane Kirkpatrick, ambassadrice états-unienne à l'ONU. L'initiative reçoit le soutien de *« plusieurs importants directeurs et actionnaires de la compagnie Bacardi. »* [10].

Reich dirige par ailleurs le Centre pour un Cuba libre (*Center for a Free Cuba*) aux côtés de Jeane Kirkpatrick, Luis Aguilar Leon, William Doherty et *« le grand chef de Bacardi Manuel J. Cutillas, (...) président du Conseil d'administration »* [11]. Le Centre pour un Cuba libre est une des organisations qui *« a le plus fait pression pour que l'enfant Elian Gonzalez reste aux États-Unis, contre la volonté de son père, ceci comme arme politique contre le gouvernement cubain »*. L'affaire fût un fiasco : Washington accepta finalement le retour de l'enfant, tandis que son père refusait deux millions de dollars offerts par l'extrême droite cubaine anticastriste pour qu'il demande l'asile politique aux États-Unis.

Les liens qu'il a tissés avec la communauté cubaine anti-castriste de Miami et

notamment la société Bacardi ouvrent à Otto Reich les portes du monde des affaires, lorsqu'il quitte momentanément les intrigues de Washington à la fin des années 1980.

De 1990 à 1996, il dirige ainsi le *Brock Group*, un cabinet de lobbying travaillant pour le ministère du Commerce allemand et la compagnie British American Tobacco. Le groupe représente également les intérêts de Bacardi à Washington, aux Bermudes et aux Bahamas.

Dans la même optique, il est l'un des premiers à témoigner devant le Congrès en faveur de la loi Helms-Burton, en tant que président du Conseil des Affaires États-Unis Cuba, le 30 juin 1995. Le texte final, adopté par le président Bill Clinton le 12 mars 1996, déclare illégales les nationalisations et confiscations effectuées par le gouvernement cubain en 1959, supprime la protection des marques commercialisant des produits des entreprises ainsi nationalisées et interdit l'accès aux États-Unis à tous ceux qui en ont profité. Cela concerne les directeurs d'entreprises, leurs conseillers, etc., mais aussi tous ceux qui investissent à Cuba. Peu de jours après l'entrée en vigueur de la loi, *« les membres de la direction et les actionnaires de la compagnie italienne Stet, la mexicaine Domos et la canadienne Sherrit reçurent [ainsi] chacune un procès-verbal du gouvernement états-unien. On les y menaçait d'annuler les visas d'entrée aux États-Unis, si elles ne cessaient pas de "trafiquer" à Cuba avec des propriétés nationalisées »* [12]. Pernod-Ricard et la compagnie agricole israélienne BM furent menacés de la même manière. L'attaque contre la firme française n'est pas un hasard : peu avant la promulgation de la loi, des bruits commencent à circuler à Washington, qui qualifient le texte de « loi Bacardi ». Son objectif serait de permettre à la firme de récupérer ses biens à Cuba, tout en écartant son grand rival Pernod-Ricard, du marché nord-américain, au motif de ses relations avec Cuba. L'intervention d'Otto Reich dans ce dossier n'a donc rien d'anecdotique.

En cas de renversement de Fidel Castro, la loi Helms-Burton exige par ailleurs que le président états-unien crée une institution chargée de la restructuration économique du pays. Selon la section 203 du texte, cette institution s'appellera Conseil États-Unis / Cuba, et devra assurer la coordination entre le gouvernement fédéral et le secteur privé pour assurer le retour de Cuba à l'économie de marché, ainsi que des rencontres entre les représentants des secteurs privés états-uniens et cubains, ce qui facilitera le commerce bilatéral. La singularité de la situation réside dans le fait que ce Conseil existe déjà : il a été créé, et même un temps présidé, par Otto Reich.

RMA International : affairisme et marché de l'armement

RMA International, la société de lobbying de Reich, représente aussi les intérêts de Lockheed Corporation, pour laquelle il a obtenu la levée de l'interdiction de vendre du matériel militaire high-tech en Amérique latine, imposée depuis vingt quatre ans par le Congrès. Ce succès a permis au géant de l'armement états-unien de vendre plusieurs avions de chasse F16 au Chili en 2001 [13].

Comme si ses activités de lobbying pour des industries aussi éthiques que celles

de l'alcool, du tabac et de l'armement ne suffisaient pas, Reich a occupé le poste de vice-président d'un organisme financé par l'industrie textile, qui s'affiche en tant que « réseau global de surveillance des conditions de travail des usines textiles du monde entier », le WRAP (Worldwide Responsible Apparel Production) [14]. Les activités pseudo syndicalistes de cet organisme créé en 2000, principalement orientées vers la communication, visent en fait à préserver la production textile non syndiquée en apposant aux produits un label « éthique » en réalité très laxiste car essentiellement basé sur des critères environnementaux. Cela permet d'écarter de ce rôle de surveillance les organismes indépendants qui défendraient réellement les travailleurs et d'esquiver habilement toute mesure de protection de leurs droits.
Le WRAP représente essentiellement des sociétés de textiles à bas prix états-uniennes et dont la production est délocalisée, telles que Kellwood, Sara Lee, Hanes, Leggs ou VF (anciennement Vanity Fair). Son conseil d'administration est majoritairement composé de représentants de l'industrie, il ne fait pas publiquement état des abus observés dans les usines et s'oppose à la plupart des droits syndicaux.
En dehors d'une question de publicité personnelle, la raison pour laquelle Reich a occupé ce poste de vice-président du WRAP est loin d'être claire, car il n'avait aucune expérience syndicale ou dans l'industrie textile. En revanche on retrouve des vieilles accointances de la guerre froide à ses côtés, comme Joaquin Otero du Comité Syndical pour un Cuba Libre de 1990 et ancien agent de la CIA, ou Lawrence Doherty, fils de la figure du syndicalisme de droite William Doherty Jr.

Une nomination délicate

Les réseaux qui soutiennent Otto Reich sont certes puissants, mais pas populaires. En mars 2001, le tout nouveau président des États-Unis George W. Bush annonce sa volonté de le nommer secrétaire d'État adjoint chargé de « l'hémisphère occidental », un poste où il superviserait la politique étrangère de Washington sur la région. Ce choix est immédiatement qualifié de *« vraiment incroyable »* par le chef de la diplomatie cubaine, Felipe Perez Roque [15]. Le Congrès états-unien s'oppose lui aussi à cette nomination, qui sera rejetée une première fois après le retour d'une majorité démocrate au Sénat en juin 2001. En octobre 2001, c'est donc le secrétaire d'État en personne, Colin Powell, qui tente de convaincre les sénateurs d'approuver le retour aux affaires d'Otto Reich. En novembre, il reçoit le soutien de trois anciens secrétaires d'État : James Baker, George Schultz et Lawrence Eagleburger [16]. La commission des Affaires étrangères du Sénat résiste, et refuse même de le recevoir pour une audition à la mi-décembre. Le président Bush profitera finalement des vacances parlementaires pour entériner sa nomination, en janvier 2002.

Sa première mission officielle l'emmène en Colombie où, accompagné du sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques, il rencontre le général états-unien de l'US Southern Command, pour évoquer avec lui, ainsi que le président colombien Andres Pastrana, les modalités d'application du plan Colombie [17]. Sa principale préoccupation est alors la défense du principal pipeline colombien, régulièrement attaqué par la guérilla des FARC.

Le ton de Reich est à l'image de la politique prônée par l'administration Bush en Amérique latine : musclé. En mars 2002, il annonce que le département d'État *« annulera les visas »* des dirigeants d'Amérique latine qu'il aura identifiés comme ayant participé à *« des cas avérés de corruption et de blanchiment d'argent dans les hautes sphères du pouvoir »* [18].

Otto Reich téléguide le renversement avorté de Chavez en avril 2002

En avril 2002, après l'échec du coup d'État mené contre Hugo Chavez au Venezuela, une source anonyme au département d'État assure qu'Otto Reich a mis en garde Pedro Carmona, leader des putschistes, contre une dissolution de l'Assemblée nationale, ce qu'il s'empressera pourtant de faire dès son autoproclamation à la présidence. Cet aveu, selon l'AFP, *« donne à entendre que Washington était pleinement informé vendredi des projets des séditieux avant qu'ils ne soient rendus publics »* [19]. L'information sera par conséquent immédiatement démentie par l'intéressé. Peu après, alors que la presse commence à s'intéresser au rôle de Washington dans la tentative avortée de renversement du régime chaviste, Otto Reich affirme que quatre avions cubains stationnaient sur les pistes de l'aéroport de Caracas pendant les événements. Dans notre enquête consacrée au coup d'État, nous révélions que *« [Eliot] Abrams et [Otto] Reich [avaient] reçu ensemble de nombreuses personnalités vénézuéliennes à Washington dans les semaines qui précédèrent le coup d'État, notamment Elias Santana (Queremos Eligir) et le syndicaliste Carlos Ortega (CTV). Les déplacements [étaient] financés par l'IRI (l'International Republican Institute, qui dépend de la National Endowment for Democracy [20]). Des fonds ont été versés par l'ACILS-Solidarity Center au syndicat ouvrier vénézuélien CTV, tandis que le CIPE finançait le syndicat patronal Fedecamaras »* [21].

Utilisant à nouveau ses compétences en matière de propagande, Otto Reich a également largement participé, durant toute la période, à la manipulation des médias, grâce à l'aide inestimable du magnat Gustavo Cisneros *« qui possède notamment AOL Latin America, DIRECT TV Latin America (trois cents chaînes de radio et télévision dans vingt-huit pays) et Univision (la chaîne hispanophone des USA). »*. C'est par ces relais qu'ont été transmises les informations mensongères selon lesquelles Hugo Chavez aurait donné l'ordre de tirer sur ses opposants. Otto Reich ne s'est d'ailleurs pas caché d'avoir été en contact avec Gustavo Cisneros durant ces quelques jours.

Selon nos informations, il aurait d'ailleurs lui-même sélectionné les officiers putschistes, en sa qualité d'administrateur du Western Hemisphere Institute for Security Cooperation (WHISC) de Fort Benning, précédemment connu sous le nom d'École des Amériques [22]. Cette école offre une formation aux militaires latino-américains et sert au recrutement des agents stay-behind dans cette région.

Otto Reich, émissaire spécial

En janvier 2003, refusant un second bras de fer avec le Sénat, le président Bush le remplace par Roger F. Noriega, l'ambassadeur des États-Unis à

l'Organisation des États américains et principal conseiller de l'ancien sénateur Jesse Helms. Reich est alors nommé *« émissaire spécial pour les initiatives de l'hémisphère occidentale »*, un poste qui ne nécessite pas l'aval du Sénat [23].

A son nouveau poste, Otto Reich poursuit la même politique. En décembre 2003, il déclare ainsi que le Venezuela traverse, sous la présidence d'Hugo Chavez, *« la pire crise de toute l'Amérique Latine »*, que *« les deux tiers des Vénézuéliens rejettent »* leur président, et que l'opposition est arrivée à rassembler *« jusqu'à quatre millions de signatures »* afin d'organiser un référendum pour le destituer. Ces propos sont rapidement écartés par le vice-président vénézuélien, Jose Vicente Rangel, qui réaffirme, le 20 décembre, que *« les chemins de communication et de compréhension entre le Venezuela et les États-Unis sont ouverts en permanence »* [24].

Reich intervient également en Haïti. En mars 2002, déjà, il déclarait au *Wall Street Journal* que les démarches entreprises pour collaborer avec le président Jean-Bertrand Aristide n'aboutissaient absolument pas : *« Il n'y a pas de démocratie, il n'y a pas de développement économique, il y a beaucoup de criminalité, beaucoup de corruption, et des allégations de trafic de stupéfiants »* [25]. En mars 2003, il se rend sur l'île pour y superviser des négociations entre le président haïtien et son opposition, soutenue par Washington. Là encore, il participe aux opérations de propagande destinées à construire l'image d'un régime haïtien en totale décadence, ignorant délibérément les manifestations de soutien à Aristide pour ne s'intéresser qu'à celles demandant sa démission, organisées sous l'égide de la Convergence démocratique, elle-même liée au programme états-unien de l'USAID intitulé Democracy Enhancement [26].

Le 4 mai 2004, Otto Reich a annoncé qu'il démissionnait afin de créer sa propre société de consultant, mais également pour lui permettre de se consacrer à la campagne présidentielle de George W. Bush. Le bilan qu'il dresse de son action à la tête de la diplomatie états-unienne en Amérique latine le laisse insatisfait : il *« aurait aimé avoir accéléré la fin de la dictature cubaine et aider le peuple vénézuélien à se prémunir de la dictature »* [27]. Pourtant, la volonté politique est là : le 10 octobre 2003, le président George W. Bush a donné un discours devant le gratin de l'anticastrisme floridien, en présence de Colin Powell et d'Otto Reich. Il y annonçait la création d'une *« Commission d'Assistance à un Cuba Libre, en prévision des jours heureux où le régime de Castro ne sera plus et où la démocratie sera instaurée dans l'île. Cette commission sera dirigée conjointement par le Secrétaire d'État, Colin Powell, et le Secrétaire au Logement et au Développement Urbain, Mel Martinez. Ils feront appel à des experts au sein de notre gouvernement pour planifier la transition à Cuba d'un régime stalinien vers une société libre et tolérante, et trouver les moyens pour accélérer cette transition »*. Cette commission, qui fonctionne depuis plus de six mois sous les conseils éclairés d'Otto Reich, planifie effectivement les modalités de renversement de Fidel Castro. Les élections de novembre 2004 offriront donc peut-être une seconde chance au *senor* Reich.

Paul Labarique

Arthur Lepic

---

[1] *Biography of Otto Juan Reich*, site de l'ambassade des États-Unis en Uruguay, 16 janvier 2002.

[2] « Friends of terrorism », par Duncan Campbell, *The Guardian*, 8 février 2002.

[3] « The President's Favourite Terrorists », par Jim Carey, *Red Pepper Investigations*, mars 2002.

[4] Le Contrôleur général préside le General Accounting Office (GAO), équivalent états-unien de la Cour des comptes.

[5] Courrier adressé par le contrôleur général Jack Brooks au président de la commission parlementaire aux Affaires étrangères, Dante B. Fascell, 30 septembre 1987.

[6] *Cuba Confidential*, de Ann Louise Bardach, Vintage Books, 2002.

[7] « *Friends of terrorism* », par Duncan Campbell, *The Guardian*, 8 février 2002

[8] Radio et Télévision Marti ont été créées avec l'aval de Ronald Reagan en 1983, en même temps que le *Projet Démocratie*, et ont commencé à émettre vers Cuba à partir de mai 1985. Leur lancement a été confié à Richard Allen, alors au Conseil de sécurité nationale, avec le soutien de la Fondation nationale cubano-américaine de Jesse Helms, Richard Stone, Dante Fascell, Robert McFarlane et Jeane Kirkpatrick entre autres.

[9] *Rhum Bacardi - CIA, Cuba et mondialisation*, de Hernando Calvo Ospina, Editions EPO, 2000.

[10] *Ibid*.

[11] *Ibid*.

[12] *Ibid*.

[13] *« Jets for Chile-A Risk Worth Taking ? »*, in *Case Studies in Policy Making & Implementation*, Naval War College, 2002.

[14] *« Otto Reich's Dirty Laundry »*, Foreign Policy in Focus, avril 2001.

[15] « Cuba "préoccupé" par la nomination d'Otto Reich », AFP, 26 mars 2001.

[16] Le texte de la lettre ouverte envoyée au *Washington Post*, accompagné d'un texte de soutien du Center for Security Policy, est consultable sur http://www.centerforsecuritypolicy.org/index.jsp ?section=papers&code=01-F_80.

[17] Voir « Cocaïne, pétrole et mercenaires », *Voltaire*, 25 février 2004.

[18] « Washington refusera l'entrée aux dirigeants corrompus d'Amérique latine (presse) », AFP, 11 mars 2002.

[19] « Le régime d'Hugo Chavez évite de jeter de l'huile sur le feu avec Washington », par Jacques Thomet, AFP, 17 avril 2002.

[20] Voir « La nébuleuse de l'ingérence « démocratique » », *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[21] Voir « Opération manquée au Venezuela », *Voltaire*, 18 mai 2002.

[22] « The Coup Master : Otto Reich Named to Board for US Army's School of the Americas », *CounterPunch Wire*, 3 mai 2002.

[23] « Bush Sidesteps Controversy Naming Top Diplomat », par Paul Richter, *Los Angeles Times*, 10 janvier 2003.

[24] « Venezuela-US Relations Will Not be Affected by Otto Reich's Statements », *VenezuelaAnalysis*, 22 décembre 2003.

[25] « Otto Reich Tackles a Big Repair Job, Hemisphere Policy », par Mary Anastasia O'Grady, *Wall Street Journal*, 1er mars 2002.

[26] « Otto Reich in Haiti », par Kevin Pina, *Indymedia UK*, 6 mars 2004.

[27] « Bush's Latin America Adivser to Leave », AP, 4 mai 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Chaque jour, Tribunes libres internationales présente un résumé et une mise en perspective des principales analyses et prises de positions des décideurs mondiaux sur les relations internationales.

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Rumsfeld débordé à l'extrême droite

Analyse

André Gluckmann prononce dans *Le Monde* l'éloge des combattants tchétchènes qui viennent de liquider les dirigeants favorables au maintien dans la Fédération de Russie. L'essayiste considère que, vu la sauvagerie de la répression, les indépendantistes sont dans leurs droits. Ce sont les Russes qui doivent donc être qualifiés de terroristes. Ce raisonnement se fonde sur l'idée implicite selon laquelle celui qui souffre le plus a forcément raison. Il se justifie par une distorsion historique : l'essayiste amalgame plusieurs conflits distincts et prétend que la résistance tchétchène au colonialisme russe a 400 ans.

Une sorte de panique parcours la classe dirigeante états-unienne qui ne parvient pas à maîtriser le cours des évènements qu'elle a provoqués. On cherche des victimes expiatoires et les critiques se cristallisent sur le secrétaire à la Défense, bien que celui-ci soit au cœur du dispositif impérial.
Même Max Boot demande la démission de Donald Rumsfeld dans le *Los Angeles Times*. L'affaire doit être prise au sérieux car le directeur de la page éditoriale du *Wall Street Journal* passait, comme son quotidien, jusqu'à présent pour un soutien aveugle du secrétaire à la Défense. Mais elle doit être comprise comme un doublement du secrétaire à la Défense sur son extrême droite et non pas comme un désaveu de fond. Ce qui se passe aux Etats-Unis est la réplique de la mise en cause d'Ariel Sharon par le Likoud pour mollesse pro-palestinienne.
Dans cette ambiance de surenchère, l'ancien conseiller du président Clinton, Sidney Blumenthal, alerte les lecteurs du *Guardian* sur un éventuel coup d'État militaire aux États-Unis. Des officiers, opposés à la manière dont l'équipe Bush-Cheney-Rumsfeld gouverne le pays, pourraient être tentés par l'aventure.
Cette crise ouvre la voie à une redistribution des cartes. Ainsi, l'ancien agent de

la CIA Ron Marks fait campagne dans le *Washington Times* pour le remplacement du directeur de l'Agence de renseignement. Il verrait bien à ce poste Sam Nunn ou Rudolph W. Giuliani. Cette question avait déjà évoquée au lendemain du 11 septembre et les deux personnalités citées paraissaient déjà les mieux placées.

Kenneth Roth de Human Rights Watch demande qu'on en finisse avec l'hypocrisie des tortures encadrées. Il souligne dans le *Washington Post* qu'aucun État n'a jamais réussi à pratiquer la torture de manière limitée. Elle ne peut être qu'autorisée ou interdite, jamais contrôlée.

Enfin, Boris Kagarlitsky relève dans le *Moscow Times* que les présidents géorgiens successifs ont été acclamés à leur installation, puis sont entrés en conflit avec une de leurs provinces, avant d'être renversés. Cependant Mikhail Saakashvili semble être sorti de cette malédiction en soumettant l'Adjarie. La Géorgie pourrait donc enfin connaître la stabilité qui lui fait défaut.

Réseau Voltaire

André Glucksmann

André Glucksmann est philosophe et essayiste. Il est l'auteur de *Ouest Contre Ouest*.

« Résistance antiterroriste à Grozny »

Source : Le Monde
Référence : « Résistance antiterroriste à Grozny », par André Glucksmann, *Le Monde*, 13 mai 2004.

Le 9 mai, alors que la troupe russe défilait et chantait sa propre gloire, la tribune officielle supposée inviolable saute. Les résistants tchétchènes viennent d'éliminer le numéro un de l'administration pro-russe et le chef de l'armée d'occupation, connus pour leur sauvagerie. Il leur aurait été plus facile de mener une attaque aveugle comme on le fait à Bagdad, comme le fait le Hamas ou Ben Laden, mais ils ne l'ont pas fait.
Ce n'est pas l'idée qui leur a manqué et certains s'y sont laissés aller. Ce n'est pas l'audace, forgée par 400 ans d'occupation qui leur faisait défaut, pas plus que le désespoir après dix ans d'une guerre à huis clos. Ce n'est pas la rage qui leur manque avec la transformation de leur pays en camp de concentration. Mais les dérives des résistants tchétchènes restent rares et elles sont condamnées par les autorités indépendantistes. Forte d'une histoire de lutte pluri-centenaire, la résistance tchétchène s'attaque aux forces armées et contient ses extrémistes.
Le terrorisme, soit l'attaque délibérée de population désarmée, est l'apanage de l'armée russe en Tchétchénie. La résistance armée tchétchène est antiterroriste et l'Occident ne doit pas fêter Vladimir Poutine, il doit le retenir dans sa croisade raciste qui ne peut que faire progresser l'extrémisme en Tchétchénie.

Max Boot

Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Pour restaurer le prestige états-unien, Rumsfeld doit partir »

Source : Los Angeles Times
Référence : « To Help Restore U.S. Standing, Rumsfeld Must Take the Fall », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 13 mai 2004.

L'absence de démission de Donald Rumsfeld suite au scandale d'Abu Ghraib est typique du manque de responsabilité du gouvernement états-unien. Le 11 septembre a fait 3000 morts, l'Irak a été envahi sur le motif d'informations inexactes concernant les armes de destruction massive et malgré cela nous n'avons eu aucune démission dans le monde du renseignement hormis celle du général Poindexter suite au rejet de son programme qui aurait pu éviter un nouveau 11 septembre.

La seule fonction où l'on est contraint à la démission, lorsqu'on est responsable et même sans être coupable, c'est l'armée. Un tel mode de fonctionnement devrait s'appliquer au gouvernement. Rumsfeld ne peut pas vraiment être jugé coupable des exactions en Irak. Certains l'accusent d'avoir créé une culture de l'abus en refusant de donner un statut légal de prisonnier de guerre aux combattants illégaux, mais leur donner ce statut nous aurait interdit de les interroger sur autre chose que leur nom et leur grade. Cela n'empêche pas que nous n'avions pas le droit de torturer les détenus d'Abu Ghraib et les soldats sur place sont allés trop loin. Rien ne prouve qu'ils aient agi sur ordre de leur hiérarchie, mais compte tenu des dommages terribles pour les États-Unis causées par cette affaire, le secrétaire à la Défense doit démissionner.

Une telle démission fera par ailleurs s'interroger les Arabes sur leur gouvernement : ils tolèrent la torture, pas le nôtre. Face à cet argument, celui de Cheney affirmant que Rumsfeld est le meilleur secrétaire à la Défense de l'histoire des États-Unis ne passe même pas le test de l'hilarité. Rumsfeld a certes eu des réalisations louables, mais il s'est aussi trompé dans sa gestion de l'Irak et il s'est mis les militaires à dos. Il doit démissionner même si malheureusement une telle démission pourrait donner des armes à nos ennemis et aux démocrates.

Sidney Blumenthal

« Le coup d'État militaire de l'Amérique »

Source : The Guardian
Référence : « America's military coup », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 13 mai 2004.

Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

Donald Rumsfeld a parlé des cas de tortures à la prison d'Abu Ghraib à George W. Bush en février, mais ce dernier n'a pris aucune mesure. Cela peut s'expliquer par le fait que depuis des décennies, Rumsfeld a eu la réputation d'être le grand requin blanc des mers bureaucratiques. C'est quelqu'un de redoutable qui a été conseiller de Nixon durant la crise de l'*impeachment* et qui a su garder à flot la barque sous la présidence de Gerald Ford avec son assistant Dick Cheney. Il a alors eu la fausse réputation d'un modéré en raison de son pragmatisme. Des années Nixon, Cheney et Rumsfeld ont gardé un goût pour la présidence impériale et le secret. On a l'impression que s'il ne s'en était tenu qu'à eux, les cassettes de la Maison-Blanche lors du Watergate auraient été incinérées.

Avec George Bush, Cheney et Rumsfeld sont revenus aux affaires, accompagnés par un groupe de partisans qui a insufflé leur idéologie extrémistes et leurs impératifs dans les politiques états-uniennes. Or tout le projet néo-conservateur repose sur le maintien en poste de Rumsfeld. Voilà pourquoi six gardes nationaux vont servir de bouc émissaire pour l'ensemble des mauvais traitements en Irak.

Toutefois, cette situation a généré une réaction inhabituelle : la fronde de l'armée. L'*Army Times* a critiqué le secrétaire à la Défense avec une virulence rare, des généraux retraité affirment qu'il ne fallait pas aller en Irak, le Council on Foreign Relations diffuse régulièrement le film « La Bataille d'Alger » en insistant sur les conséquences des actes commis dans le film. En 1992, Colin Powell avait remis le prix de la National Defence University au Lieutenant Colonel Charles Dunlap pour son essai *The Origins of the American Military Coup of 2012* dans lequel il décrit les conditions de prise de pouvoir par des militaires devant l'incapacité des dirigeants civils, aujourd'hui cet essai circule largement chez les militaires.

Ron Marks

Ron Marks a servi pendant 16 ans à la CIA et a été conseiller sur les questions de renseignement de Bob Dole et Trent Lott.

« Des systèmes et de la sécurité »

Source : Washington Times
Référence : « Of systems and security », par Ron Marks, *Washington Times*, 13 mai 2004.

Le président George W. Bush et le Congrès ne peuvent plus se payer le luxe de retarder davantage la réforme du renseignement. Avec le 11 septembre et l'échec de la traque des armes de destruction massive, les services états-uniens ont perdu toute crédibilité dans le monde. Le président doit agir en premier compte tenu de ses attributions même s'il s'agit d'une action difficile à mener en pleine année électorale.
Il faut commencer par remplacer George Tenet car trop d'erreur ont été commis sous sa direction même s'il s'agit d'un homme compétent qui a permis d'éviter de graves errements sous l'ère Clinton. Bush doit nommer un nouveau directeur qui saura sortir l'agence de la Guerre froide et l'amener à collaborer avec le FBI pour autre chose que pour tenter de saper le travail du département de la Sécurité de la Patrie. Un tel homme pourrait être Sam Nunn ou Rudolph W. Giuliani. Le nouveau directeur devra avoir le contrôle de l'ensemble des budgets des services de renseignement et il devra réformer les centres d'analyse.
Le Congrès doit, pour sa part, revoir ses mécanismes de contrôle des services de renseignement et faire siéger statutairement dans la commission de surveillance les présidents des principales commissions du Sénat et de la Chambre des Représentants.

Kenneth Roth

Kenneth Roth est directeur exécutif de Human Right Watch.

« Il est temps d'arrêter le système "tension et coercition" »

Source : Washington Post
Référence : « Time to Stop 'Stress and Duress' », par Kenneth Roth, *Washington Post*, 13 mai 2004.

Les humiliations sexuelles à la prison d'Abu Ghraib sont si choquantes qu'elles risquent de cacher les autres pratiques d'interrogatoire états-uniennes, elles aussi répréhensibles. Les outrages d'Abu Ghraib ne sont pas le fruit d'un petit groupes de soldats malades et mal dirigés, ils sont le produit logique de la politique de l'administration Bush qui a permis des techniques d'interrogatoire employant la tension et la coercition. Les abus sexuels sont la conséquence prévisible de cette autorisation.
Le Pentagone a autorisé 72 pratiques dont les détenus peuvent être victimes,

cela passe par la nudité, la privation de sommeil, les positions inconfortables, l'expositions à des bruits assourdissants ou à des lumières aveuglantes, à la chaleur extrême ou au froid. Les pires de ces mesures doivent d'abord recevoir l'aval de la hiérarchie, mais presque toutes sont utilisées bien qu'aucune ne soit légale en vertu des Conventions de Genève et de la loi états-unienne. Il s'agit d'une interdiction absolue des traitements cruels et dégradants que même la menace terroriste ne justifie pas.

Il s'agit en outre de techniques contre-productives qui font raconter n'importe quoi aux détenus et qui accroissent le dégoût pour la politique américaine.

L'argument selon lequel la torture peut permettre d'empêcher un attentat imminent est un argument élastique qui peut finir par tout justifier. Si on commence à justifier la torture, on légitime tout le système. Tous les efforts qui ont été menés par des gouvernements pour encadrer la torture et les pressions physiques ont été voués à l'échec. Il faut donc interdire toutes les pressions lors des interrogatoires.

Boris Kagarlitsky

Boris Kagarlitsky est directeur de l'Institute of Globalization Studies.

« Misha va-t-il réaliser la passe de trois ? »

Source : Moscow Times

Référence : « Can Misha Score Hat Trick ? », par Boris Kagarlitsky, *Moscow Times*, 13 mai 2004.

Un général a dit que chaque génération devrait avoir sa guerre. Il semble que cet adage soit suivi par les présidents géorgiens, tous commençant leur mandat par une guerre avec une province autonome de leur pays. Zviad Gamsakhurdia avait attaqué l'Ossétie du Sud, Edouard Chevardnarze avait attaqué l'Abkhazie et Mikhail Saakashvili s'en est pris au président de l'Adjarie. Il semble également fréquent que les présidents géorgiens soient renversés par un coup d'État bien qu'ils prennent le pouvoir dans la liesse.

Mikhail Saakashvili connaît ces leçons de l'histoire et contrairement à ses prédécesseurs, il a réussi à faire fuir le président de l'Adjarie sans avoir à faire la guerre. Cela le place donc en position de force pour négocier avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Il semble exclure l'option militaire. Il voudrait un accord qui reconnaisse au moins nominalement la souveraineté géorgienne sur ces territoires, les deux provinces ayant compris qu'une reconnaissance de leur souveraineté par la communauté internationale et une annexion par les Russes étaient peu probables.

Mikhail Saakashvili semble, en outre, assez habile pour rester des années au pouvoir et il semble que quel que soit le prochain président, la tradition géorgienne ait eu lieu pour la dernière fois. Après tout, le pays n'a que trois provinces autonomes.